

# Cette France qui n'oubliera jamais le 13 novembre

RICHARD WERLY, PARIS

@Ltwerly

**JUSTICE** Le procès des attentats du 13 novembre 2015 s'ouvre ce mercredi à Paris. Il durera plusieurs mois. Dans une France sur laquelle pèse toujours la menace du terrorisme islamique, les audiences seront aussi un redoutable examen de conscience

Pour tous, ce mercredi 8 septembre à 12h30 marquera le début d'une redoutable épreuve. Même s'ils ne pénétreront pas tous d'emblée dans l'immense salle spéciale de 750 m<sup>2</sup> du procès des attentats du 13 novembre construite au sein du Palais de justice historique de Paris, sur l'île de la Cité, tous les avocats (330), toutes les parties civiles (1765), tous les magistrats (ceux du parquet national anti-terroriste pour l'accusation, les cinq juges du tribunal présidé par Jean-Louis Périès et quatre juges suppléants en cas de défaillance), tous les journalistes (plus de 400 accrédités) se retrouveront face à l'abîme que vont constituer les neuf mois d'audience de cette Cour d'assises spéciale, jusqu'à la fin de mai 2022.

## 130 morts, 413 blessés

Comment juger, face à l'histoire et face à un pays encore traumatisé par la tragédie du 13 novembre 2015, ses 130 morts et 413 blessés, les 20 accusés, dont 14 seront physiquement présents, à commencer par l'unique survivant des commandos terroristes, Salah Abdeslam

(lire ci-contre)? «Pour le groupe Etat islamique (EI), ces attaques étaient une guerre contre la France et la mécréance, mais pour nous, ce procès n'est pas une guerre», a averti le 4 septembre dans les colonnes du *Monde* le magistrat et essayiste Denis Salas, président de l'Association française pour l'histoire de la justice. La nuance est capitale. Ce qui va se dire, s'écrire et se juger dans cette salle, la France ne l'oubliera jamais. Parce que les questions posées, souvent, n'ont pour l'heure reçu, six ans après, que d'incomplètes réponses. Parce qu'à tout moment, comme on a pu le voir encore ces derniers mois, un nouvel attentat peut ensanglanter le pays. Un procès pour comprendre.

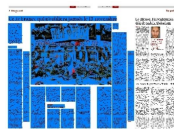
## ■ Comprendre l'échec de la police et du renseignement

Tous les policiers et membres des services de renseignement chargés, soit de l'intervention sur les lieux des attentats dans la nuit du 13 novembre 2015, soit des différentes enquêtes, défileront à la barre. Fait important: les policiers belges, concernés au premier chef vu que les commandos étaient partis en voiture la veille de Bruxelles pour commettre leurs crimes, seront aussi interrogés. Avec, en arrière-plan, les révélations de plusieurs rapports sur leurs erreurs de jugement face à au moins trois des protagonistes directs des attentats: Abdelhamid Abaaoud, tué le 18 novembre lors de l'assaut de Saint-Denis; Brahim Abdeslam, mort après avoir activé sa ceinture d'explosifs en terrasse du café Comptoir Voltaire, et Salah Abdeslam, 31 ans, unique survivant aujourd'hui détenu à l'isolement total dans une cellule de la prison de Fleury-Mérogis, près de Paris, et déjà condamné à 20 ans de réclusion en 2018 en Belgique pour «tentative d'assassinat à caractère terroriste» lors de la fusillade ayant précédé son arrestation, le 18 mars 2016 à Molenbeek, le quartier de Bruxelles où ce Franco-Marocain a grandi et résidait.

Ces «failles» policières, qui ont fait l'objet de nombreuses investigations, sont détaillées dans les 542 tomes du dossier d'instruction V13 (pour vendredi 13), fort d'un million de pages. Elles seront au cœur des questionnements des magistrats, tant pour comprendre l'itinéraire des djihadistes responsables des tueries et aujourd'hui morts que pour dénouer l'écheveau des complicités et cerner les responsabilités exactes des 20 accusés – dont six absents, présumés tués en Syrie ou en Irak. Parmi eux figurent, outre Abdeslam, Mohamed Abrini, Belgo-Marocain de 36 ans accusé d'avoir accompagné en région parisienne les commandos du 13-Novembre et participé à leur financement et à la fourniture de leurs armes; Mohamed Amri, autre Belgo-Marocain proche des frères Abdeslam, qui est allé chercher Salah Abdeslam en voiture le soir des attentats pour le ramener en Belgique; Sofien Ayari, compagnon de cavale tunisien de Salah Abdeslam en Belgique; Osama Krayem, de nationalité suédoise, également impliqué dans les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles, et Mohamed Bakkali, considéré comme un des logisticiens du commando. Plusieurs ont déjà été condamnés par la justice belge. Leurs récits croisés, s'ils acceptent de parler, seront essentiels pour comprendre la guerre menée par l'Etat islamique, ses ramifications et la tragique efficacité de la *taqiya*, cette dissimulation qui leur a longtemps permis de tromper les services de police, des deux côtés de la frontière.

## ■ Comprendre pourquoi l'horreur a déferlé sur le Bataclan et les terrasses

Pourquoi le Bataclan, cette populaire salle de concert parisienne où se produisait, la nuit du 13 novembre, le groupe Eagles of Death Metal? Pourquoi Le Petit Cambodge, Le Carillon, la Casa Nostra, La Belle Equipe



et le Comptoir Voltaire... ces établissements pris pour cible à partir de 21h20, après les premières explosions survenues au Stade de France, où se trouvait le président François Hollande? Et, une fois l'alerte donnée, comment expliquer les lenteurs dans l'intervention policière au Bataclan, où une première équipe de la Brigade anti-criminalité (BAC) de Paris pénètre vers 22h, seulement avec leurs armes de poing et leurs gilets pare-balles?

Le Bataclan, a-t-on appris plus tard, avait fait l'objet de menaces sur les forums utilisés par les islamistes radicaux, pour avoir abrité des manifestations d'organisations juives. Or aucune protection particulière n'était en place, malgré les attentats des 7 et 9 janvier 2015 contre les locaux de *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, situés à proximité. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Bernard Cazeneuve, a aussi confirmé que la menace constituée par le «groupe Abaaoud», en lien avec l'état-major de l'EI en Syrie, était identifiée depuis août 2015. Une question taraude également les parties civiles et des rescapés: celle de la non-intervention des militaires en patrouille de l'opération antiterroriste «Sentineille», très vite présents autour du Bataclan, mais restés à l'écart car non habilités à pénétrer sur la scène de crime.

### ■ Comprendre l'itinéraire des terroristes, parmi lesquels plusieurs Français

L'autre épreuve, pour les victimes et pour la France entière, en particulier pour la communauté maghrébine et musulmane, sera la reconstitution du parcours des tueurs morts au Bataclan. Foued Mohamed-Aggad était né à Wissembourg (Alsace) et il s'était radicalisé à Strasbourg, dans une filière depuis démantelée et jugée en juillet 2016 (son frère Karim a été condamné à 9 ans de prison). Ismaël Omar Mostefaï, né dans l'Essonne et basé à Chartres, était un délinquant radicalisé connu

de la police. Samy Amimour, né en France en 1987, était un conducteur de bus de la RATP, la régie des transports parisiens.

Tous trois étaient partis faire le «dijihad» en Syrie dans les rangs de l'EI. Tous trois avaient bénéficié de complicités, après avoir été «recrutés» à la suite des appels à rejoindre la lutte armée lancés, entre autres, par Abdelhamid Abaaoud. Et que dire de Hasna Aït Boulahcen, la cousine d'Abaaoud, qui vient à son secours après les attentats et refuse de le dénoncer, lui trouvant un logement à Saint-Denis – près de la basilique et de la mairie de cette ville de la banlieue nord de Paris – chez le fameux logeur-trafiquant Jawad Bendaoud, condamné en appel à 4 ans de prison en mars 2019? L'histoire de «Sonia», l'amie de Hasna qui a informé les services antiterroristes et permis la localisation d'Abaaoud est édifiante. Elle a dû se battre, depuis, pour obtenir une protection et affirme «vivre dans la peur». Les fantômes du 13 novembre réapparaîtront au fil des témoignages, indissociables de l'infiltration salafiste dans les quartiers des métropoles françaises, abordée depuis six ans par de nombreux ouvrages.

### ■ Comprendre les ratés de l'Etat français face aux victimes

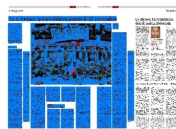
Le 27 novembre 2015, dans la cour pavée des Invalides, les paroles poignantes de *Quand on n'a que l'amour*, la chanson de Jacques Brel, résonnent face aux visages des 130 victimes de la plus importante tuerie jamais commise en France depuis la fin de la guerre d'Algérie. Sur l'écran, sur les photos fournies par leurs familles, tous les disparus ont le sourire. François Hollande est seul, assailli par les larmes qu'il parvient à retenir. La France entière pleure. Mais concrètement, la machine administrative a peine à répondre aux sollicitations des rescapés, aux proches restés seuls, aujourd'hui regroupés dans plusieurs associations comme Life for Paris ou

13onze15: Fraternité et Vérité.

Dans le bouleversant documentaire diffusé par Netflix, *Fluctuat nec mergitur* – Battu par les flots, il ne sombre pas, la devise de la ville de Paris –, ceux qui ont survécu disent avoir buté sur ce mur d'incompréhension, de difficultés, voire d'incompétence, même si le gouvernement français de l'époque, qui a très vite activé le Fonds de garantie aux victimes d'actes terroristes, a déboursé près de 107 millions d'euros depuis 2015 pour indemniser 2659 personnes. L'horreur des faux témoignages et des fausses victimes, dont plusieurs ont été condamnées par la justice, s'est ajoutée à cette épreuve sur laquelle devront s'expliquer les ex-dirigeants français auditionnés, comme l'ex-premier ministre Manuel Valls et l'ex-ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

### ■ Comprendre l'ampleur de la menace qui pèse toujours sur la France

Au-delà, reste la question souvent posée par l'un des avocats de nombreuses victimes d'attentats islamistes, Thibaut de Montbrial: l'Etat français, qui s'est doté de plusieurs lois antiterroristes (la dernière, promulguée le 30 juillet 2021 sur le terrorisme et le renseignement), est-il enfin capable «de lutter, en amont, contre l'idéologie islamiste et de contrôler les frontières»? La poursuite des attentats meurtriers sur le sol français, comme l'a prouvé dès le 14 juillet 2016 le massacre sur la promenade des Anglais à Nice – son procès futur aura lieu dans la même salle spéciale du Palais de justice de Paris –, montre que les leçons du 13 novembre 2015, même répétées et gravées dans le marbre législatif, ne sont pas des protecteurs automatiques de la République, toujours exposée aux attaques et aux actes de guerre. Les trois dernières preuves: la décapitation de l'enseignant Samuel Paty le 16 octobre 2020, le meurtre de trois personnes dans la basilique de Nice le 29 octobre 2020 et l'assassinat d'une policière à Rambouillet le 23 avril 2021.

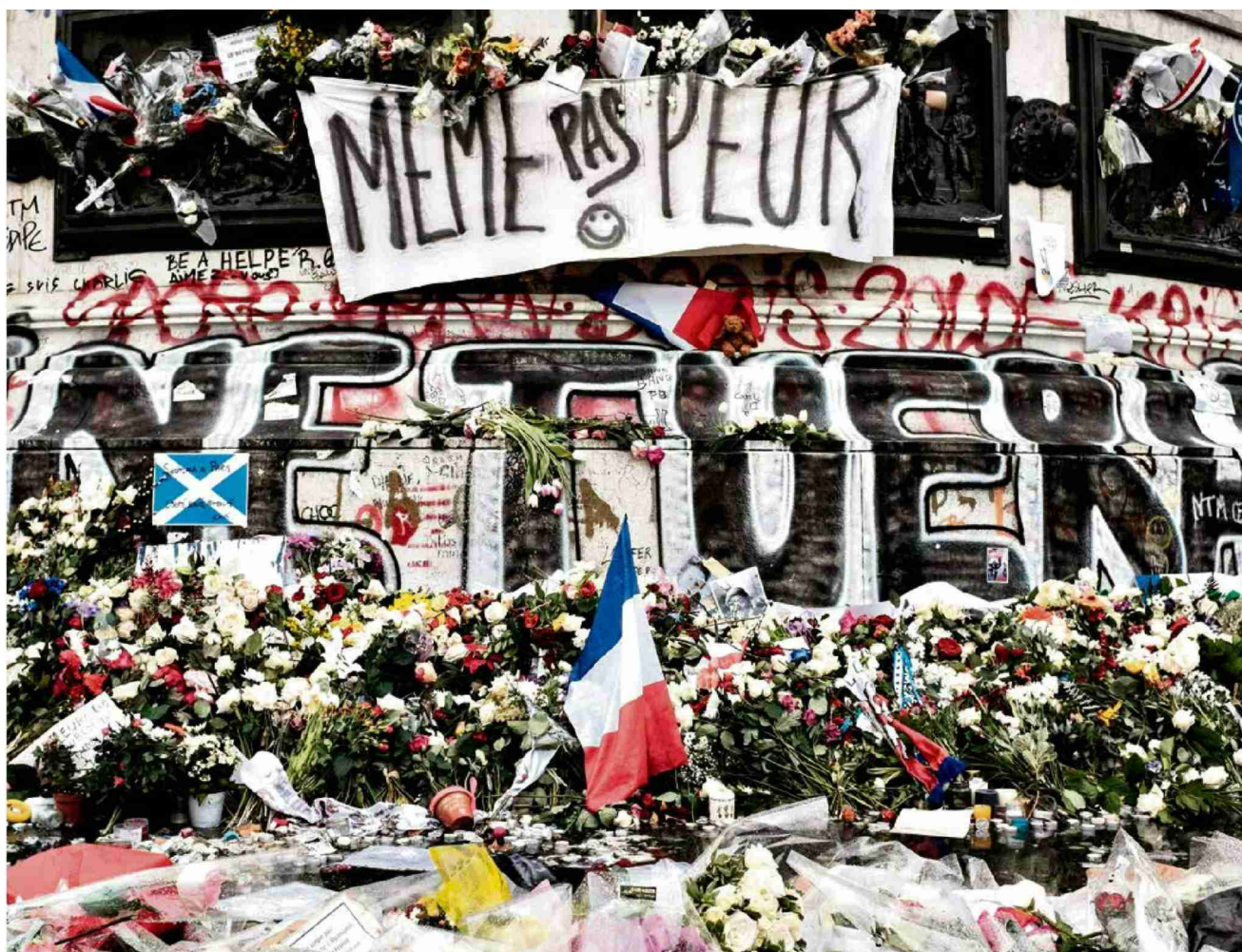


Ce qui amène inévitablement à s'interroger sur l'attitude, durant ce procès, des représentants de la communauté musulmane et de l'islam de France. Que diront-ils? «Les imams présents en France doivent diffuser un contre-discours. Ils sont, avec le renseignement, la police et la justice, l'autre parade indispensable

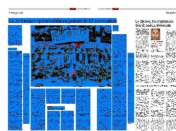
contre les tueurs fous», nous expliquait, voici quelques mois, le recteur de la mosquée de Paris, Chems-Edine Hafiz, lui-même avocat.

Plusieurs chercheurs, comme Gilles Kepel, Bernard Rougier ou Hugo Micheron, qui travaillent tous sur l'Etat islamique et la radicalisation, seront appelés à témoigner et à don-

ner leur version des faits au fil de ces 145 jours d'audience, qui commenceront à chaque fois à 12h30. La dimension pédagogique de ce procès s'annonce cruciale. Car si les Français n'oublieront jamais le 13 novembre 2015, beaucoup n'ont toujours pas compris comment la terreur, cette nuit-là, a submergé Paris. ■



Paris, place de la République, après les attentats du 13-Novembre, l'hommage aux victimes. (PHILIPPE BRAULT/AGENCE VU)



## DES ATTENTATS...

### CHRONOLOGIE

#### 9 novembre 2015

A Bruxelles, Salah Abdeslam loue deux des trois voitures qui serviront à convoyer les terroristes vers Paris.

#### 12 novembre 2015

Vers 16h, les commandos quittent la Belgique pour la France. Ils logent à Alfortville et Bobigny, en banlieue parisienne.

#### 13 novembre 2015

Vers 19h40, les terroristes quittent leur planque. La première bombe explose au Stade de France vers 21h20. Simultanément, les restaurants Le Carillon, puis Le Petit Cambodge sont pris pour cible. Le commando du Bataclan entre en action à 21h40. Vers 22h, les premiers policiers de la BAC pénètrent dans le Bataclan.

L'assaut est donné ensuite. Il s'achève après minuit par la mort des trois terroristes dans la salle de concert. A 5h du matin, Salah Abdeslam est exfiltré vers la Belgique par Mohamed Amri et Hamza Attou. Bilan de la tuerie: 130 morts et 413 blessés.

#### 18 novembre 2015

Abdelhamid Abaaoud est repéré dans un appartement de Saint-Denis où il a trouvé refuge après plusieurs nuits de planque sous le boulevard périphérique. Il est tué avec Chakib Akrouh et sa cousine Hasna Ait Boulahcen.

#### 27 novembre 2015

Cérémonie d'hommage national aux Invalides. (LT)

## ATTENTATS

### Une Suisseuse témoigne

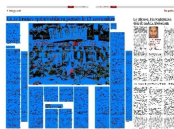
Une trentaine de Suisses se trouvaient sur les lieux des attentats du 13 novembre 2015. Parmi eux, une seule victime, Myriam Gottraux, Vaudoise, blessée au bras droit par une balle de kalachnikov sur la terrasse de La Belle Equipe, le café du 11e arrondissement de Paris où 21 personnes ont trouvé la mort sous les rafales d'Abdelhamid Abaoud et de ses complices. Son mari a réchappé au pire par miracle, protégé des tirs par un arbre.

Le récit de cette tragique soirée sert de trame à *Instantanés d'éternité* (Ed. Slatkine), le livre que cette rescapée consacre à l'attaque terroriste. «La situation actuelle ravive la douleur, je por-

terai ce traumatisme jusqu'à la fin de mes jours», confiait-elle au Temps début novembre 2020, un an avant le procès, juste après le meurtre de trois personnes dans la basilique de Nice.

Sa conviction, après avoir bataillé avec l'administration fédérale, bien moins attentive que les autorités françaises? «Nous l'apprendrons à nos dépens, la Suisse n'est pas prête en cas d'attentat de ce type. [...] «Mon désir n'est pas de polémiquer ou de dénoncer tous les manquements de l'appareil suisse à l'égard de ses ressortissants victimes d'attentats à l'étranger, mais juste d'établir des faits historiques.» ■ RW

# LE TEMPS



Éditions Slatkine  
GENÈVE

Le Temps  
1209 Genève  
022 575 80 50  
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 32'473  
Parution: 6x/semaine

Page: 22  
Surface: 172'303 mm²

Ordre: 844003  
N° de thème: 844.003  
Référence: 81718950  
Coupure Page: 5/5

## ... AU PROCÈS

### 15 mars 2016

Après des mois de cavale, l'unique survivant des commandos, Salah Abdeslam, est repéré par la police belge dans une planque du quartier de Forest. Une fusillade s'ensuit.

### 18 mars 2016

Arrestation de Salah Abdeslam à Molenbeek, son quartier familial à Bruxelles.

### 22 mars 2016

Attentats contre le métro et l'aéroport de Bruxelles, 32 morts et 340 blessés.

### 5 février 2018

Ouverture, en Belgique, du procès pour la fusillade du 15 mars 2016. Salah Abdeslam est condamné à 20 ans de réclusion le 23 avril.

### 16 mars 2020

Renvoi devant la Cour d'assises spéciale de 20 accusés pour les attentats du 13 novembre 2015, dont Salah Abdeslam. Tous sont passibles de peines allant de 20 ans de prison à la perpétuité pour «participation à une association de malfaiteurs terroriste criminelle, meurtre ou complicité de meurtre».

### 8 septembre 2021

Ouverture du procès à Paris. Six des accusés seront absents, présumés morts en Syrie (l'artificier en chef de l'EI Ahmad Alkhalid, le cerveau des attentats Oussama Atar, Fabien et Jean-Michel Clain, le logisticien Ahmed Dahmani, le fournisseur de faux passeports Obeida Aref Dibo). (LT)